

**#MaCarte
MaLiberté**

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026



**-50%
SUR LES
FRAIS**

**DEMANDEZ
VOTRE CARTE
OPEN OU
CHALLENGE
VIA L'APPLICATION
MYCORIS BANK
OU EN AGENCE**
INFO : 8283

CORIS BANK



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0701 du 05 au 11 Mai 2026 - Prix : 250 F CFA

MÉDIAS - CLASSEMENT REPORTERS

SANS FRONTIÈRES 2026 :

**LE TOGO GAGNE 24 PLACES
ET SE HISSE AU 97E RANG**

SUR 180

PAYS P.3



CELEBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

**"ASSUMER AVEC PATRIOTISME ET RESPONSABILITÉ
NOS OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES",
DR SANDRA ABLAMBA AHOÉFAVI JOHNSON**

P.3

L'INFO QUI FAIT BOUGER LE TOGO

TO
GO

republicoftogo.com

CMJN

EDITO
Le Changement est en nous



! Mieux vaut prendre le changement par la main, avant qu'il ne nous prenne par la gorge !

Cette pensée de Winston Churchill est on ne peut plus claire, précise et concise.

Il y a de grand changement à vivre une fois que vous apprendrez le pouvoir du lâcher-prise. Arrêter de permettre à n'importe qui ou quoi que ce soit de contrôler, limiter, réprimer ou de vous décourager d'être votre véritable soi.

Aujourd'hui est le vôtre à façonner - possédez-le - libérez-vous des gens et des choses qui empoisonnent ou diluent votre esprit.

Soyons naturels, humbles mais nous-mêmes. Débarrassons-nous de tout ce qui empoisonne notre vie. La vie est belle.

Crédo TETTEH



Récapissé
N°0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse : Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
TETTEH Adjé K. Crédo
Directeur de la Publication :
WOUSSOU Kossi
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali Samba
Infographie : JPB
Impression : Saint Louis
Tirage : 2500 exemplaires

**TOGO-RELIGION-CATHOLIQUE :
APPEL À LA SOLIDARITÉ DES EVÊQUES AFIN DE SOUTENIR
LES GRANDS SÉMINAIRES EN "DIFFICULTÉS FINANCIÈRES"**

La Conférence des Evêques du Togo (CET) a lancé un appel à la "solidarité" face aux "difficultés financières" des Grands Séminaires interdiocésains, appelant les fidèles et les personnes de bonne volonté à soutenir la formation des futurs prêtres à travers une série d'initiatives.

C'est l'essentiel d'une note circulaire signée par le président de la CET Mgr Benoît Alowonou (Evêque de Kpalimé et chargé des Séminaires).

Le constat est sans appel : les structures de formation des futurs prêtres traversent une crise de rareté des ressources financières ignorée des fidèles et qui nécessite une intervention immédiate et collective.

Une commission a été mise en place, composée des pères recteurs des grands séminaires, des délégués des fraternités des prêtres de chaque dio-



Mgr Benoît Alowonou

cèse, des directeurs de radio Maria Togo...

Trois "actions majeures" ont été annoncées pour soutenir cet appel à la solidarité. Une "émission spéciale de sensibilisation" sera diffusée sur Radio Maria Togo le samedi 2 mai 2026, des quêtes spéciales

seront organisées dans toutes les paroisses durant les cinq dimanches du mois de mai 2026.

Des centres de collecte de dons seront mis en place au siège de la CET, à l'OCDI-Caritas Togo, à Radio Maria, au Grand Séminaire Saint

Jean-Paul II de Lomé ainsi que dans les évêchés.

Les évêques concluent en ces termes : "En comptant sur la bonne volonté et la générosité de chacun, nous vous assurons de nos prières et de notre bénédiction".

Source : @Savoirnews

**PATRONAT ET SYNDICATS SIGNENT
UNE NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE**

Jeudi, patronat et syndicats ont signé la nouvelle convention collective interprofessionnelle, une révision en profondeur du texte de 2011, devenu inadapté aux réalités d'un monde du travail en pleine mutation.

Le nouveau texte consolide les droits fondamentaux des travailleurs, renforce la sécurité juridique des relations professionnelles et intègre des enjeux contemporains : dialogue social, prévention des conflits, amélioration des conditions de travail.

"La performance économique de nos entreprises est indissocia-



Laurent Coami Tamégnon, président du Conseil national du patronat du Togo (CNP)

ble du bien-être des travailleurs", a déclaré Laurent Coami Tamégnon, président du Conseil national du patronat du Togo (CNP), résumant en une phrase l'esprit d'un accord équilibré, qui préserve à la fois les droits des salariés et la compétitivité des entreprises.

Source : republicoftogo.com

SOCIETE: 40% des véhicules sans assurance

Près de 40% des véhicules circulant sur les routes togolaises ne sont couverts par aucune assurance, une défaillance majeure qui expose

les victimes à des difficultés ou des impossibilités d'indemnisation.

Les propriétaires de voitures, de camions, de bus et de motos estiment que les primes sont trop chères.

Seule solution, lancer une large campagne de contrôle partout au Togo. Sur les grands axes comme sur les routes de campagne.

Cette situation n'est pas spécifique au Togo. Au Bénin, au



Ghana, au Burkina Faso, notamment, c'est la même chose.

En France, on estime qu'environ 2 % à 3 % des automobilistes roulent sans assurance, soit 700 à 800.000 conducteurs.

Source : republicoftogo.com

**Publiez vos marchés publics
et Appels d'offre sur la
plateforme web dont voici
le lien web :
marchespublicstogo.com**

CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DU TRAVAIL :

" ASSUMER AVEC PATRIOTISME ET RESPONSABILITÉ NOS OBLIGATIONS PROFESSIONNELLES ", DR SANDRA ABLAMBA AHOÉFAVI JOHNSON

A l'occasion de la célébration de la fête du Travail, le 1er Mai 2026, Dr Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson a invité le personnel de la Présidence du Conseil à glorifier le travail. Le travail qui libère, responsabilise, et ennoblit. Le travail assumé avec patriotisme et responsabilité pour notre propre épanouissement et l'avancée de notre pays le Togo.

Par Crédo TETTEH

Saluant la détermination et l'entrain du personnel de la Présidence du Conseil, qui constituent de véritables moteurs sur lesquels repose l'ambition collective de construire un Togo plus inclusif, résolument tourné vers le progrès et la prospérité, la Ministre-Secrétaire Générale de la Présidence du Conseil, Dr Sandra Ablamba Ahoéfavi Johnson, a toutefois rappelé que " cet objectif ambitieux ne saurait être atteint sans une main d'œuvre qualifiée, compétente, engagée, protégée et épanouie ".

" Dans cette dynamique, j'invite les travailleurs, à tous les niveaux, à assumer avec patriotisme et responsabilité leurs obligations professionnelles, en faisant preuve de présence effective, de ponctualité et d'assiduité à leurs postes respectifs " a-t-elle poursuivi.

Chaque année, la Présidence du Conseil, à l'instar de nombreuses organisations de par le monde, célèbre le 1er mai, la Journée Internationale du Travail.

Le tryptique Protéger, rassembler, transformer au cœur de la célébration du 1er mai

La journée internationale du travail, célébrée aujourd'hui à travers le monde, est l'aboutissement des décennies de lutte des classes ouvrières pour une amélioration des conditions de travail et de vie.

" Cette longue marche pour une quête de vie meilleure dont l'écho résonne encore à notre époque contemporaine, épouse la vision du Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, qui, dans son adresse à la Nation en décembre 2025, a présenté les 3 priorités qui guideront son Action : protéger, rassembler, transformer " a souligné la Ministre-SG de la Présidence du Conseil.

Insistant sur la nécessité de relever ensemble les défis, Sandra Ablamba Johnson a mis



Dr Sandra Ablamba Johnson

en exergue cette volonté du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, en ce sens que " La Vème République nous engage à changer notre manière de faire ".

Deux questions essentielles furent adressées aux fonctionnaires de la Présidence du Conseil : êtes-vous prêts à prendre le train du PRT (c'est-à-dire Protéger, Rassembler, Transformer) ? Sommes-nous prêts à relever ces défis avec le Président du Conseil pour notre propre bonheur et celui de nos concitoyens ?

Des réponses individuelles et collectives qui guideront désormais l'engagement et le dévouement

du personnel de la Présidence du Conseil pour qui l'important à ce jour est de valoriser le travail et de promouvoir les principes de solidarité, de responsabilité et de progrès partagé.

Le capital humain au cœur de la politique de développement de Faure Gnassingbé

" En ce jour de commémoration, il nous est donné de réaffirmer notre attachement aux idéaux qui fondent le monde du travail : l'équité, la reconnaissance du mérite et la quête permanente de meilleures conditions de vie pour tous " a affirmé Dr Sandra Ablamba Johnson.

Exprimant sa profonde gratitude au Président du Conseil, Faure Essozimna GNASSINGBE, qui a placé le capital humain au cœur de la politique de développement de Faure Gnassingbé, la Ministre-Secrétaire Générale lui a témoigné toute sa reconnaissance pour les moyens mobilisés en vue de l'organisation de la présente manifestation, marquée notamment par un hommage bien mérité aux fonctionnaires de la Présidence du Conseil admis à faire valoir leurs droits à pension au titre de l'année 2025.

" Le Président du Conseil me charge de vous transmettre ses sincères félicitations pour les loyaux et bons services rendus à la nation tout au long de votre carrière à la Présidence du Conseil. Cette cérémonie de reconnaissance n'est pas un adieu. Elle marque l'ouverture d'un nouveau chapitre pour une retraite paisible et bien méritée, après de longues années de dévouement et de sacrifices. Puissent les jours à venir être empreints de quiétude et de joie " a déclaré Mme Johnson.

L'amélioration des conditions de vie de la population togolaise et surtout des travailleurs de tous les secteurs, une préoccupation du Président du Conseil

Dans son message, le représentant du Personnel a humblement reconnu que le Président du Conseil œuvre inlassablement à l'amélioration des conditions de vie de la population togolaise et surtout des travailleurs de tous les secteurs.

Une opportunité pour Sandra Ablamba Johnson de rappeler au personnel que le Président du Conseil connaît parfaitement leurs problèmes et en fait une préoccupation majeure.

" Nous sommes tous conscients que les droits acquis des travailleurs ne doivent en aucun cas, occulter les nombreux défis qui restent encore à relever. Dans la perspective constante de recherche d'amélioration des conditions des travailleurs, le gouvernement poursuivra ses efforts de satisfaire les revendications collectives des travailleurs tant que ces revendications seront soutenables par le budget de l'Etat " a-t-elle conclu tout en invitant chacun afin que l'engagement patriotique et le sens élevé du travail bien fait, renforcent le socle de la gouvernance et consolide la paix et la cohésion sociale prônées par le Président du Conseil, Faure Essozimna GNASSINGBE.

Médias - Classement Reporters Sans Frontières 2026 :

Le Togo gagne 24 places et se hisse au 97e rang sur 180 pays

Le Togo a gagné 24 places dans le classement mondial de la liberté de la presse publié en 2026 par Reporters sans frontières (RSF), se hissant au 97e rang sur 180 pays évalués, contre la 121e position l'an dernier. Le pays enregistre une progression de 8,48 points.

À l'échelle mondiale, la liberté de la presse atteint son niveau le plus bas depuis 25 ans, avec plus de la moitié des pays classés en situation "difficile" ou "très grave", selon RSF.

"Pour la première fois dans l'histoire" de ce classement annuel créé en 2002, "plus de la moitié des pays du monde (94) sont en situation +difficile+ ou +très grave+, alors qu'ils n'étaient que 13,7% en 2002", souligne l'organisation, qui distingue cinq niveaux allant de "très grave" à "bonne".

En 25 ans, le score moyen des pays étudiés n'a jamais été aussi bas. Le développement d'un arsenal législatif de plus en plus restrictif, notamment au nom de la sécurité nationale, contribue depuis 2001 à éroder le droit à l'information, y compris dans les démocraties.

Les pays nord-européens dominent le classement, avec la Norvège en tête, suivie des Pays-Bas, de l'Estonie, du Danemark et de la Suède. La France se classe dans la catégorie "situation plutôt bonne".

Les États-Unis reculent à la 64e place, perdant sept positions dans un contexte de

tensions politiques et d'attaques contre les médias.

En Afrique, le Niger (120e, -37 places) et le Bénin (113e, -21) enregistrent des reculs marqués. La Corée du Nord (179e) et l'Érythrée (180e) ferment le classement.

Source : @Savoirnews

Les cinq informations clés du Classement mondial 2026 :

- 1 - Le score moyen de l'ensemble des pays du monde n'a jamais été aussi bas. Plus de la moitié des pays du monde sont en situation "difficile" ou "grave" pour la première fois dans l'histoire du classement - soit depuis 25 ans.
- 2 - Des cinq indicateurs qui permettent de mesurer l'état de la liberté de la presse dans le monde (économique, légal, sécuritaire, politique, social), celui du cadre légal est celui qui baisse le plus cette année.
- 3 - Les États-Unis (64e) perdent sept places tandis que d'autres pays américains, tels que l'Équateur et le Pérou, plongent.
- 4 - La Norvège est, pour la dixième année consécutive, en tête du classement, tandis que l'Érythrée est en fin de classement depuis trois ans.
- 5 - La Syrie (141e) post-Assad effectue la remontée la plus importante du classement en 2026 (+ 36).

LOZO
FORMATION : LE TOGO SE DOTE D'UN CAMPUS 42
DÉDIÉ AUX MÉTIERS DU NUMÉRIQUE



Le Togo dispose désormais d'un Campus 42, une école innovante dédiée à la formation en programmation informatique et en intelligence artificielle. L'annonce de la création de ce premier Campus 42 en Afrique de l'Ouest a été faite la semaine dernière, à la faveur de la visite au Togo du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Concrètement, le Campus 42 ambitionne de former chaque année plusieurs centaines de jeunes aux compétences numériques, notamment dans les domaines du développement logiciel, de la data et de l'intelligence artificielle. Une attention particulière est accordée à l'inclusion des jeunes sans parcours académique classique ainsi qu'à la promotion de la participation des femmes dans les métiers du numérique.

Porté par le ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique, le projet est mis en œuvre en partenariat avec le groupe Axian, à travers Yas Togo, ainsi qu'avec l'appui de la France et de l'Union européenne.

"Ce projet incarne notre ambition de faire du numérique un levier de transformation économique et sociale, en offrant à la jeunesse togolaise des opportunités concrètes d'avenir", a indiqué la ministre en charge de la Transformation numérique, Cima Lawson.

Pour sa part, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a souligné l'importance de ce projet dans le renforcement de la coopération entre la France et le Togo dans le domaine du numérique et de la formation des jeunes.

Lancé en France en 2013, le réseau Campus 42 est un modèle de formation qui repose sur une pédagogie innovante fondée sur l'apprentissage par projets et la collaboration entre apprenants. Déployé dans plusieurs pays en Afrique, notamment au Maroc et à Madagascar, ce réseau vise à former des profils opérationnels dans les métiers du numérique, en mettant l'accent sur l'autonomie, la pratique et la résolution de problèmes concrets.

Source : @Republiquetogolaise.tg

MÉTÉO : DES PLUIES CONTRASTÉES ATTENDUES ENTRE LE NORD ET LE SUD



Au Togo, des précipitations inégalement réparties sont attendues au cours de la saison des pluies, entre juin et août. C'est ce qui ressort des dernières prévisions saisonnières présentées la semaine écoulée par l'Agence nationale de la météorologie du Togo (ANAMET) à Kara.

Dans le détail, la partie nord du pays devrait connaître une situation pluviométrique déficitaire à tendance normale sur la période, tandis que le sud enregistrerait des cumuls normaux à excédentaires. Cette configuration traduit une répartition contrastée des pluies, avec des implications directes pour les activités agricoles.

Sur le plan agrométéorologique, les prévisions annoncent un démarrage de saison précoce à normal dans les régions Centrale et de la Kara, et normal à tardif dans la région des Savanes. Les fins de saison agricole devraient être tardives à normales dans la zone mono-modale, avec des séquences sèches longues en début de campagne et plus courtes vers la fin. Au plan hydrologique, une tendance des écoulements normale à déficitaire est attendue dans le bassin de l'Oti, tandis que les bassins du Mono et du lac Togo pourraient connaître des niveaux déficitaires.

Face à ces perspectives, l'ANAMET recommande l'utilisation de variétés agricoles résilientes aux déficits hydriques, l'évitement des zones inondables pour les habitations et les cultures, ainsi qu'une gestion rationnelle des ressources en eau. Les producteurs sont également invités à suivre régulièrement les mises à jour des prévisions météorologiques afin d'ajuster leurs pratiques.

Source : @Republiquetogolaise.tg

BICHKEK :

Faure Gnassingbé au Complexe Historique national Ata-Beyit, recueillement et respect envers la mémoire des victimes et des figures historiques du Kirghizistan

A Bichkek, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé au dépôt de gerbes au mémorial Urkun. C'était au complexe historique national Ata-Beyit, juste au lendemain de son arrivée au Kirghizistan, en présence de plusieurs personnalités kirghizes de haut rang.

Un moment de recueillement et de respect envers la mémoire des victimes et des figures historiques du Kirghizistan. Ce qui s'inscrit dans la tradition diplomatique consistant à rendre hommage aux figures et aux événements marquants de l'histoire nationale kirghize. Il tra-



Faure Gnassingbé saluant la mémoire des victimes et figures historiques kirghizes

duit également l'attachement du Togo aux valeurs de mémoire, de paix et de solidarité entre les peuples.

Faure Essozimna Gnassingbé, par ce geste sym-

bolique, a réaffirmé la volonté du Togo de consolider les relations d'amitié et de coopération avec le Kirghizistan, dans un esprit de confiance et de partenariat constructif.

Il faut préciser que le complexe commémoratif historique national Ata-Beyit, qui signifie "Lieu où reposent nos pères", a été construit le 8 juillet 2000, afin de préserver et de transmettre la mémoire des étapes majeures de la construction de l'État-nation kirghize.

Le mémorial Urkun, intégré à ce complexe, est dédié à la mémoire des événements tragiques de l'histoire kirghize. Il abrite des documents, photographies et archives historiques retraçant, notamment, l'évolution politique du Kirghizistan dans les années 1920 et 1930.

@LE MEDIUM

TOGO-KIRGHIZISTAN :

POUR UN RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RÉFORMES

A Bichkek (Kirghizistan), Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué une série de visites sur des sites institutionnels et économiques majeurs du pays, en vue d'un partage d'expériences. C'était le 29 avril 2026.

Première étape de sa visite, le siège des douanes d'Etat. Le Président du Conseil y a suivi avec un intérêt particulier la pré-

sentation des réformes engagées dans ce secteur.

Faure Essozimna Gnassingbé a apprécié les différentes étapes du processus de réformes, notamment la digitalisation des services et l'introduction de l'intelligence artificielle. Il s'est dit optimiste quant au renforcement de la coopération en matière de réformes.

Deuxième étape, la Banque



Faure Gnassingbé (g) échangeant avec le haut responsable kirghize

nationale kirghize où les échanges ont porté sur les principes de gouvernance qui régissent ses activités ainsi que sur les pistes de collaboration dans le domaine financier. Les deux délégations ont également abordé la maîtrise de l'inflation, la gestion du taux de change, les systèmes de paiement et les agrégats monétaires.

Il faut noter que le Président du Conseil était également l'hôte de l'entreprise d'État Uchkun, spécialisée dans la production de documents sécurisés, notamment les passeports, les cartes nationales d'identité et les permis de conduire.

Le lendemain, le Président a assisté au festival ethnoculturel "Salburun" sur la rive sud du lac Issyk-Koul. Sa présence à ce carrefour culturel, qui met en valeur le patrimoine nomade et les traditions de chasse du Kirghizistan, s'inscrit dans le cadre de la diplo-

matie culturelle. Elle témoigne de l'intérêt accordé par le Togo au dialogue interculturel et à la valorisation du patrimoine des peuples.

A travers ces différentes visites de terrain, le Président du Conseil a pu apprécier les réformes engagées par le Kirghizistan dans plusieurs secteurs clés, tout en mettant en avant les efforts similaires entrepris par le Togo.

Cette mission diplomatique au Kirghizistan illustre la volonté commune des deux pays de renforcer leur partenariat, en le structurant autour d'échanges d'expériences, de coopération institutionnelle et de projets concrets. Elle marque ainsi une nouvelle étape dans la consolidation des relations entre Lomé et Bichkek, au service du développement et de l'intérêt mutuel des deux nations.

@LE MEDIUM

AGRICULTURE :

Une prévision de 85 000 tonnes d'engrais vivriers à distribuer en 2026

Au cœur de la dynamique des investissements conséquents dans l'agriculture togolaise qui est dans une phase de consolidation, se trouve la mise à disposition des engrais vivriers aux producteurs agricoles. Les prévisions pour 2026, tant en volumes qu'en ressources financières mobilisées, sont considérables.

Pour l'année 2026, les autorités togolaises prévoient la distribution de 85 000 tonnes d'engrais vivriers (contre 77 938 tonnes en 2024 et 33 435 tonnes en 2025), pour un coût global estimé à 42,4 milliards de francs CFA.

Au gouvernement, on affirme que cette enveloppe témoigne de l'importance stratégique accordée au secteur agricole. La répartition par région met en lumière une approche différenciée, adaptée aux besoins et aux potentialités de chaque zone : 500 tonnes pour 249,9 millions de francs CFA dans le Grand Lomé, 7 000 tonnes pour 3,4 milliards de francs CFA dans la région Maritime. 11 500 tonnes pour 5,7 milliards de francs CFA dans la région des Plateaux, 13 000 tonnes pour 6,4 milliards de francs CFA dans la région Centrale, 18 000 tonnes pour



8,9 milliards de francs CFA dans la région de la Kara et 35 000 tonnes pour 17,4 milliards de francs CFA dans la région des Savanes.

Cette distribution reflète notamment le poids agricole de la région des Savanes, véritable grenier du pays, où de nombreux ménages vivent principalement de l'agriculture.

Pour le gouvernement, la disponibilité des engrais vivriers pour les producteurs s'impose comme un facteur déterminant, pour soutenir la production nationale et améliorer les rendements. Les engrais vivriers désignent des fertilisants destinés spécifiquement aux cultures alimentaires de base, telles que le maïs, le

riz, le sorgho, le mil, l'igname ou encore le manioc. Ils apportent aux sols les éléments nutritifs essentiels (azote, phosphore, potassium) nécessaires à la croissance des plantes.

Dans des environnements où les terres sont souvent soumises à une exploitation continue, ces apports deviennent indispensables pour restaurer la fertilité des sols et garantir des productions suffisantes. Sans engrais, les rendements chutent, compromettant à la fois les revenus des producteurs et l'approvisionnement des marchés.

Impact direct

La disponibilité des engrais vivriers transforme profondément

les conditions de production. Elle permet aux agriculteurs d'améliorer significativement leurs rendements à l'hectare, de sécuriser leurs récoltes et de mieux résister aux aléas climatiques.

En facilitant l'accès à ces intrants, souvent coûteux pour les exploitants, l'État réduit une contrainte majeure. Les producteurs peuvent ainsi cultiver de plus grandes superficies avec de meilleures perspectives de rentabilité. Cela se traduit par une augmentation des revenus agricoles et une amélioration des conditions de vie en milieu rural.

S'agissant des commerçants, une production accrue signifie des volumes plus importants à écouler, favorisant la dynamisation des marchés locaux et régionaux. Quant aux transformateurs, elle garantit une disponibilité régulière de matières premières, essentielle au développement des unités agroalimentaires.

Du côté des consommateurs, l'augmentation de l'offre contribue à stabiliser, voire à réduire les prix des denrées alimentaires. Elle améliore ainsi l'accès à une alimentation suffisante et diversifiée, un enjeu majeur dans un contexte de croissance **démographique**.

LINEAIRES DE RESEAUX D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE :

UN LEVIER MAJEUR POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF D'ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU POTABLE

L'amélioration de l'accès à l'eau potable au Togo s'apprécie à l'aune d'un indicateur souvent méconnu du grand public mais déterminant : les linéaires. Derrière cette notion se cache en réalité l'un des piliers essentiels de la desserte en eau.

Les linéaires de réseaux d'adduction et de distribution désignent tout simplement la longueur totale des conduites installées pour transporter l'eau potable. L'adduction correspond à la partie du réseau qui achemine l'eau depuis sa source - forage, station de traitement ou château d'eau - jusqu'aux zones de consommation. La distribution, quant à elle, concerne les canalisations qui desservent directement les ménages, les bornes-fontaines ou les infrastructures publiques.

Autrement dit, chaque mètre de réseau posé constitue un maillon supplémentaire dans la chaîne d'accès à l'eau. Plus ces linéaires s'étendent, plus l'eau peut atteindre de nouvelles localités, de nouveaux quartiers et, in fine, de nouveaux bénéficiaires.

Des infrastructures invisibles mais essentielles

En 2024, les réalisations enregistrées dans ce domaine traduisent un effort significatif. La région Maritime a bénéficié de 123 mètres de réseaux.

La région des Plateaux s'en sort avec 1 635 mètres, la région Centrale avec 469 mètres et la région de la Kara avec 1 310 mètres, pour un total de 3 537 mètres sur l'ensemble du territoire.

Contrairement aux forages ou aux points d'eau visibles, les réseaux de canalisations restent enfouis sous terre. Pourtant, leur rôle est fondamental. Sans eux, l'eau produite ne peut être acheminée ni distribuée effi-

cacement.

Le développement de ces infrastructures conditionne ainsi l'efficacité de l'ensemble du système hydraulique. Il permet non seulement d'élargir la couverture géographique mais aussi d'améliorer la continuité du service, en réduisant les pertes et en optimisant la pression dans les conduites.

Dans les régions des Plateaux et de la Kara, où les linéaires réalisés sont les plus importants en 2024, cet effort traduit une volonté d'étendre rapidement les réseaux pour desservir des zones encore peu couvertes. À l'inverse, dans la région Maritime, où les besoins peuvent être plus concentrés, les interventions apparaissent plus ciblées.

De bonne augure pour l'accès universel à l'eau

L'importance des linéaires de réseaux dépasse la simple dimension technique. Ils constituent un levier majeur pour atteindre l'objectif d'accès universel à l'eau potable.

En effet, même avec une production suffisante, l'absence de réseaux adéquats limite la capacité à distribuer l'eau de manière équitable. Le déploiement des canalisations permet de rapprocher la ressource des populations, de faciliter les branchements privés et de réduire la dépendance aux sources alternatives souvent précaires. Il contribue également à structurer l'espace urbain et rural en accompagnant l'urbanisation et le développement des localités.

L'extension des réseaux d'eau potable a donc des retombées concrètes sur le quotidien des populations. Qu'il ne soit plus permis à quiconque d'en douter.

Des postes d'eau autonomes (PEA) en soutien



Les postes d'eau autonomes font partie des choix techniques adaptés, matérialisés par des investissements soutenus du Togo. Cette solution déployée rend les localités épanouies, tout en améliorant les conditions de vie de leurs habitants.

Un poste d'eau autonome (PEA) est un ouvrage complet, associant un forage à un réservoir de stockage et à plusieurs robinets de puisage, généralement plus de deux. Cette configuration permet de desservir simultanément plusieurs usagers, tout en assurant une meilleure gestion de la ressource. Il s'agit d'une réponse structurée aux besoins croissants en eau potable, notamment dans les zones rurales à forte densité.

Déploiement massif

L'année 2024 a constitué un tournant dans l'extension des PEA à l'échelle nationale. Au total, 343 ouvrages ont été installés. La région des Savanes arrive en tête avec 142 réalisations, suivie de la région Centrale avec 75, des Plateaux avec 69, de la Kara avec 33 et de la région maritime avec 24. En 2025, le rythme d'installation a connu un ralentissement apparent, avec 125 PEA réalisés sur finan-

cement public. La région des Plateaux en a accueilli 37, la région Centrale 8, la Kara 3 et les Savanes en totalisent 77.

À ces chiffres s'ajoutent 80 ouvrages supplémentaires réalisés par les organisations non gouvernementales (ONG), les associations et les partenaires techniques et financiers. Ce recul du nombre d'installations ne traduit pas un désengagement, bien au contraire. Il est le reflet d'une évolution positive : la demande s'est atténuée dans plusieurs zones grâce aux importantes réalisations de 2024. Autrement dit, une partie significative des besoins a déjà été couverte, permettant de passer d'une logique d'expansion rapide à une approche plus ciblée.

Sur le plan social, ces infrastructures allègent considérablement la charge des corvées d'eau. Les réalisations de 2024 et 2025 dessinent les contours d'un paysage hydraulique en pleine mutation. Le passage d'une rareté marquée à une disponibilité mieux maîtrisée constitue une avancée majeure, comme le veulent les pouvoirs publics qui en ont fait leur **mission**.

Zozo

CRIMINALITE MARITIME : LA CEDEAO RENFORCE SON

ARSENAL JURIDIQUE À LOMÉ



Lomé s'affirme une nouvelle fois comme la capitale de la sécurité maritime. Le jeudi 30 avril dernier, les ministres de la Justice de la CEDEAO sont réunis dans la capitale togolaise pour valider un projet d'acte additionnel historique. L'objectif : harmoniser les lois pour traquer plus efficacement les réseaux criminels dans le Golfe de Guinée.

Un cadre juridique unique pour l'espace CEDEAO

Sous la présidence du Gard des Sceaux togolais, Pacôme Adjourouvi, cette rencontre de haut niveau a marqué un tournant dans la coopération judiciaire sous-régionale. Face à la complexité des infractions en mer, les Etats membres de l'Instance sous régionale ont compris l'urgence de parler d'une seule voix juridique.

Ce nouvel acte additionnel repose sur trois piliers fondamentaux, à savoir : l'entraide judiciaire renforcée, qui vise à faciliter les enquêtes entre les pays membres ; l'extradition simplifiée, de sorte à garantir qu'aucun criminel ne puisse échapper à la justice en changeant de juridiction ; et enfin le partage de preuves, pour fluidifier l'échange d'informations critiques entre les tribunaux nationaux.

"Un espace judiciaire intègre" pour le Golfe de Guinée

Pour le Commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO, Abdel-Pataou Musah, ce texte est le levier qui manquait pour démanteler la criminalité transnationale organisée.

"La validation de ce texte contribuera à l'édification d'un espace judiciaire intégré, fondé sur la confiance mutuelle et la solidarité", a précisé le ministre Pacôme Adjourouvi. Le document, composé d'une vingtaine d'articles, sera prochainement transmis au Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO pour son adoption finale.

Le Togo : Un leader engagé pour la sûreté maritime

Cette réunion à Lomé n'est pas un hasard. Le Togo a fait de la sécurité des mers une priorité nationale à travers plusieurs axes majeurs avec notamment la modernisation législative, avec la mise à jour constante du code maritime ; la formation d'experts (renforcement des capacités des juges et des forces navales) ; et les partenariats stratégiques, avec à la clé la Collaboration étroite avec l'ONUDC et le Haut Conseil pour la Mer. Notons qu'en validant ce projet à Lomé, la CEDEAO envoie un signal fort aux réseaux criminels. Une fois adopté, cet acte servira de boussole commune pour transformer le Golfe de Guinée en une zone de paix, propice au développement économique et au commerce international.

@mactite.tg

GENDARMERIE : 721 NOUVELLES RECRUES REJOignent

LES RANGS



Au Togo, la gendarmerie nationale se renforce en effectif. 721 nouvelles recrues ont prêté serment en fin de semaine écoulée au Tribunal de grande instance de Lomé. Cette cérémonie solennelle marque l'aboutissement du processus de prestation de serment de la promotion 2024, déjà entamé dans les différentes régions du pays.

Devant un parterre d'officiels, dont le procureur de la République, les nouveaux gendarmes ont juré "obéissance et respect à la hiérarchie" et "de ne faire usage de la force que pour le maintien de l'ordre et pour l'exécution de la loi".

"Ce serment constitue le véritable point de départ de ma mission au service de la population. Je mesure pleinement la responsabilité qui m'incombe et m'engage à faire preuve de discipline, d'intégrité et de professionnalisme", a déclaré le gendarme auxiliaire Ignace Sogbadji.

Avant leur intégration, les nouveaux agents ont suivi une formation au CNI de Kara et à l'Ecole nationale de gendarmerie de Lomé, sanctionnée par l'obtention du Certificat d'aptitude à la gendarmerie (CAG). Ils prennent ainsi fonction dans un contexte marqué par des défis sécuritaires multiples, tant sur le plan national que régional.

Source : @Republiquetogolaise.tg

CANTINES SCOLAIRES :**AU-DELÀ DE L'APPRENTISSAGE, LES CONDITIONS ESSENTIELLES À L'ÉPANOUISSEMENT DE L'ENFANT**

Entre 2024 et 2025, les effectifs des bénéficiaires des cantines sur l'ensemble du territoire sont passés de 154 114 à 167 079 élèves, soit une augmentation de 12 965 bénéficiaires. En termes relatifs, cette progression correspond à une hausse d'environ 8,4 %, un rythme significatif qui confirme la montée en puissance du dispositif à l'échelle nationale.

L'évolution du nombre d'élèves bénéficiaires des cantines scolaires fait foi dans un pays attaché au développement physique et cognitif des enfants. Le pays est dans un élan positif qui montre son engagement en faveur du bien-être des apprenants.

La réalité est celle d'un programme qui gagne en ampleur et en profondeur, touchant un nombre croissant d'enfants à travers le territoire.

Dans l'extrême nord du Togo par exemple, là où les fragilités socioéconomiques s'entrecroisent, l'école joue un rôle vital pour des milliers d'enfants et leurs parents. La région des Savanes présente des chiffres éloquentes en termes d'alimentation scolaire garantie.

L'année 2024 a été marquée par l'atteinte de 56 651 élèves ayant bénéficié des vivres distribués dans les établissements scolaires. Un an plus tard, en 2025, ce chiffre s'élève à 67 215, marquant une progression nette et significative. Cette hausse place la région en tête à l'échelle nationale, bien au-delà des autres territoires. À titre de comparaison, la région Maritime comptabilisait 20 425 bénéficiaires en 2024 et 21 712 élèves touchés en 2025.

Un cap franchi, un seuil symbolique

Atteindre plus de 167 000 bénéficiaires n'est pas donné. C'est l'expression d'une politique sociale qui s'étend, se structure et s'ancre progressivement dans le paysage éducatif. Ce seuil marque une étape importante dans la construction d'un environnement scolaire plus inclusif, où les conditions matérielles viennent soutenir l'effort pédagogique.

Dans de nombreux établissements, la cantine scolaire accompagne l'élève, structure sa journée et contribue à créer un cadre plus stable pour l'apprentissage.

La progression ne saurait être dissociée des efforts comme l'extension du programme, qui implique une mobilisation accrue des ressources, la création d'emplois pour les agriculteurs et les mamans cantines, ainsi qu'une capacité d'adaptation aux réalités locales.

En effet, chaque élève supplémentaire, pris en charge, implique une chaîne d'intervention plus large : approvisionnement en vivres, gestion des distributions, suivi des établissements. Autrement dit, un élargissement du périmètre du dispositif sans compromettre sa qualité.

Un horizon encore vaste
Si les résultats enregistrés sont significatifs, ils prennent une dimension particulière lorsqu'ils sont rapportés à l'ensemble de la population scolaire. Avec près de 3 millions d'élèves scolarisés au Togo lors de l'année scolaire 2025-2026, le potentiel d'extension du programme demeure considérable. L'enjeu, dès lors, consiste à



Des bénéficiaires des cantines scolaires

poursuivre cette trajectoire ascendante, en élargissant progressivement la couverture tout en maintenant l'efficacité du dispositif.

Chaque point de progression rapproche un peu plus l'école togolaise d'un modèle où l'ac-

compagnement social devient un levier structurant.

Vers une généralisation progressive

La dynamique observée entre 2024 et 2025 laisse entrevoir une poursuite de l'effort dans les années à venir. À travers cette progression de 8,4 %, c'est une ambition plus grande qui se dessine : celle de faire de l'école un espace où chaque enfant, au-delà de l'apprentissage, trouve les conditions essentielles à son épanouissement.

Ainsi, le cap des 167 000 bénéficiaires apparaît non pas comme un aboutissement, mais comme une étape dans un processus de déploiement plus vaste, orienté vers une couverture toujours plus large et plus équitable du territoire national.

CANTINES SCOLAIRES :**L'UJIT décroche le bronze**

Le 2 mai dernier, la clôture du premier Festival Togo Media Foot a marqué les esprits, couronnant l'équipe d'ATOPEL vainqueur d'une compétition ayant rassemblé l'ensemble des acteurs, rédactions et structures médiatiques nationales, incluant l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), doyenne du secteur.

Engagée activement dans la tournée sur le terrain de l'Université de Lomé, la formation de l'UJIT a été stoppée lors des demi-finales par la formation d'ATOPEL.

Grâce à un succès face à la radio Mokpokpo, originaire d'Aganjan dans la préfecture du Bas-Mono, la délégation a finalement sécurisé la troisième marche du podium, synonyme de médailles de bronze.

Apportant son soutien en tant que mécène et fervent admirateur, le secrétaire général de l'UJIT, Eli-Goka Adokanu, a félicité ses joueurs pour leur implication, tout en s'engageant à mobiliser les ressources nécessaires pour conquérir le trophée lors de la future édition.

Organisé dans le sillage de la Journée internationale de la liberté de la presse pour favoriser la cohésion au sein du paysage médiatique togolais, ce rendez-vous a bénéficié du parrainage de Coris Bank International (CBI-TOGO).

L'éclat de cette rencontre a par ailleurs été

honoré par la venue de Florence Yawa Kouigan, ministre de tutelle, d'Abdul-Fahd Fofana, ministre des Sports, ainsi que de Kanka-Malick Natchaba, directeur général de la Société Aéroportuaire de Lomé-Tokoin.

Dodo ABALO



COMMUNIQUE DE PRESSE



Mixx devient le 1er portefeuille électronique au Togo à permettre des transferts et virements instantanés au sein de l'UEMOA

À la suite de l'autorisation accordée par la BCEAO de rejoindre sa plateforme interopérable PI-SPI, Mixx connecte ses portefeuilles électroniques aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money dans les pays de la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Niger, Guinée-Bissau, Togo).

Lomé, le 13 avril 2026 - Mixx - la seule marque de mobile money avec une licence d'Etablissement de Monnaie Electronique au Togo - continue d'être à l'avant-garde des services financiers inclusifs. Elle devient ainsi le premier mobile money du pays à permettre des transferts et virements instantanés au niveau national et au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En se connectant aux banques, institutions de microfinance et autres comptes mobile money de la région, Mixx permet aux particuliers et aux entreprises d'envoyer et recevoir de l'argent en toute simplicité par-delà les frontières.

Cette étape importante fait suite à la récente obtention de l'agrément d'Etablissement de Monnaie Electronique - accordé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) - et soutient l'initiative régionale de la Banque Centrale visant à connecter les institutions financières de l'UEMOA.

Grâce à cette interconnexion, les utilisateurs de Mixx peuvent désormais effectuer des transferts et virements instantanés entre leur portefeuille mobile et les institutions financières opérant dans toute la région. Plus de cinquante (50) banques et opérateurs de mobile money sont ainsi connectés à Mixx Togo : citons par exemple, toutes les filiales UEMOA d'Ecobank, Orabank et BOA, ainsi que Mixx Sénégal ou encore Orange Money Côte d'Ivoire et Burkina Faso.

Un utilisateur Mixx au Togo peut désormais :

- Envoyer de l'argent instantanément à un étudiant à Abidjan, en transférant des fonds directement depuis son compte Mixx à Lomé vers un compte bancaire en Côte d'Ivoire.
- Payer un fournisseur au Burkina Faso, permettant aux commerçants et aux petites entreprises de transférer rapidement des fonds dans la région UEMOA pour l'achat de marchandises.
- Recevoir de l'argent depuis une banque ou un mobile money d'un autre pays de l'UEMOA, rendant les transferts transfrontaliers plus rapides et plus accessibles pour les familles et les entrepreneurs.
- Un marchand disposant de MPay de Mixx pourra désormais traiter les paiements non seulement des clients Mixx, mais aussi de tout utilisateur d'un établissement au Togo ou dans les sept autres pays de l'UEMOA, grâce au code QR interopérable.

- En permettant ces transactions entre différentes plateformes, ce nouveau service réduit les barrières entre les services financiers, améliore l'expérience utilisateur et accélère l'inclusion financière dans la région.

- " L'interopérabilité est une étape majeure vers un écosystème financier véritablement connecté en Afrique de l'Ouest ", a déclaré Catherine Savery, Directrice Générale de Mixx Togo. " En permettant des transferts fluides entre institutions et au-delà des frontières, Mixx contribue à créer de nouvelles opportunités pour les particuliers, les entrepreneurs et les entreprises dans la région UEMOA. "

- Pour soutenir ce déploiement, Mixx s'appuie sur son vaste écosystème de plus de 5 millions d'utilisateurs, 31 000 agents et 26 000 commerçants à travers le Togo, garantissant un accès large et immédiat aux services d'interopérabilité à l'échelle nationale.

- Grâce à ce solide réseau de distribution et à une base d'utilisateurs en forte croissance, Mixx est idéalement positionnée pour jouer un rôle de premier plan dans l'accélération de l'inclusion financière et le développement des services financiers numériques fluides au Togo et dans l'ensemble de la région UEMOA. À travers cette initiative, Mixx réaffirme son engagement à proposer des solutions financières numériques innovantes, accessibles et sécurisées.

- Basée sur une approche simple et intuitive, la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) permet aux utilisateurs de s'inscrire et d'effectuer des transactions avec n'importe quel numéro de téléphone, tandis que l'interopérabilité leur permet d'envoyer et de recevoir de l'argent de manière fluide dans l'ensemble de l'écosystème financier de l'UEMOA.

-Le service d'interopérabilité est aussi accessible via la syntaxe ***145#**.

À propos de Mixx:

A travers sa marque Mixx, TMONEY SA est la première fintech autorisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à opérer en tant qu'établissement de monnaie électronique au Togo. Grâce à son écosystème en expansion et à ses services innovants, Mixx continue de jouer un rôle clé dans la connexion des clients au système financier global au Togo et dans l'ensemble de la région de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Les services Mixx sont accessibles via la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) et la syntaxe ***145#**. L'inscription et l'utilisation sont gratuites.

Contacts

- " Sefa Husunukpe, Directeur Commercial, 90 05 56 55
- " Rachida Nana-Chevreuril, Manager Manager, 70 78 98 98.

#MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

-50%
SUR LES
FRAIS



**DEMANDEZ VOTRE CARTE
OPEN OU CHALLENGE VIA
L'APPLICATION MYCORIS
BANK OU EN AGENCE
INFO : 8283**

La Banque Autrement

<https://coris.bank>

